



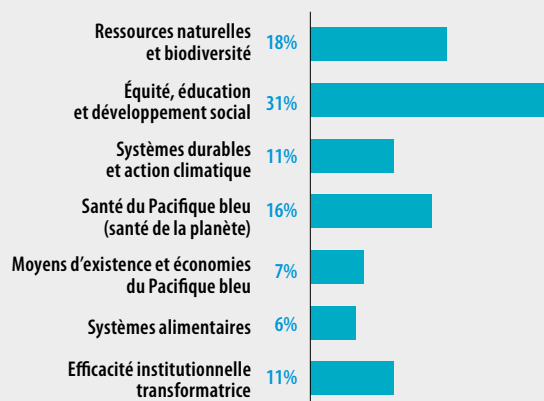
Synthèse de résultats 2021 relative à Vanuatu

Tour d'horizon

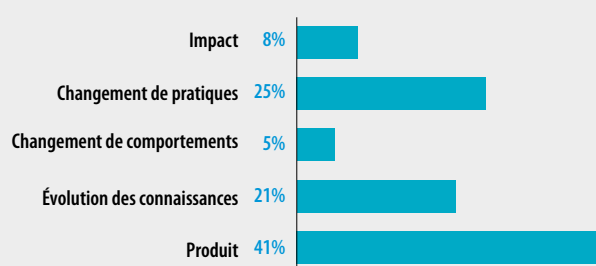
La Communauté du Pacifique, en collaboration avec ses États et Territoires membres et ses partenaires, appuie le développement durable en appliquant une approche centrée sur l'humain dans les domaines de la science, de la recherche et de la technologie, à travers tout l'éventail des objectifs de développement durable (ODD). Chaque année, dans le cadre de l'exercice annuel de présentation des résultats faisant intervenir l'ensemble de l'Organisation, la Communauté du Pacifique (CPS) s'emploie à compiler les résultats obtenus au sein de chacun de ses États et Territoires membres, ainsi qu'à l'échelon régional. Le [Rapport de résultats 2021 de la Communauté du Pacifique](#) s'inscrit dans le droit fil du [Plan de transition de la Communauté du Pacifique 2021 – Fondements d'un avenir résilient : de la réponse au relèvement](#) (Plan de transition 2021). Le Plan de transition a couvert la période de douze mois durant laquelle la CPS a élaboré son [Plan stratégique 2022–2031](#).

Pour l'année 2021, on recense 394 résultats au regard des sept axes prioritaires du Plan de transition 2021. Parmi ces résultats, 116 (29 %) concernent Vanuatu.

Graphique 1 : Résultats par axe stratégique (KFA) (n=116)



Graphique 2 : Résultats par degré de maturité (n=116)



Aperçu des résultats

La CPS a contribué à la réalisation des 15 buts fixés dans le document intitulé « Vanuatu 2030 | Le Plan du Peuple » ainsi qu'à la concrétisation de 13 ODD, au regard de l'ensemble des axes prioritaires de son Plan de transition. Dans la matrice de résultats du programme-pays de la CPS pour Vanuatu, l'accent est mis sur la sécurité alimentaire et les maladies non transmissibles, l'approvisionnement en eau et les océans (limites maritimes, émissions du secteur maritime et gestion optimale des pêcheries).

Les contributions et l'appui dont a bénéficié Vanuatu de la part de la CPS en 2021 ont permis d'obtenir les principaux résultats suivants :

1. La CPS a coopéré avec les autorités en vue de renforcer les capacités nationales. Par exemple, les capacités institutionnelles du Bureau de l'océan de Vanuatu ont été renforcées, afin de lui permettre d'aller davantage à la rencontre des populations locales dans le cadre de consultations et d'avancer dans ses travaux de planification de l'espace maritime, son recensement des savoirs traditionnels et son analyse de textes juridiques.
2. Des membres du personnel infirmier de Vanuatu ayant suivi avec succès la formation aux soins critiques ont indiqué avoir ainsi amélioré leurs compétences en soins infirmiers et leur pratique, et avoir gagné en confiance dans leur prise de décision.

3. Un appui a été apporté à l'exploitant de navires Tiwi Trader pour l'aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à ses activités.
4. Les systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil de la Nouvelle-Calédonie disposent à présent d'un profil, et ont été documentés, centralisés et publiés pour la première fois sur le site Web de la Division statistique pour le développement (SDD).
5. La mise en application des lois et politiques relatives aux droits de la personne, à l'égalité de genre et à l'élimination des violences faites aux femmes a été soutenue, dans le cadre de l'examen des ressources d'éducation civique destinées au Bureau électoral de Vanuatu (manuel de l'enseignant et cahier de l'élève) ; 2 ateliers sur l'éducation à la vie familiale ont été organisés ; une formation avancée des formateurs extrascolaires a été donnée et un forum de co-construction s'est tenu à Shéfa en faveur de l'éducation secondaire à Vanuatu.
6. La phase III du projet « Les Océaniens, acteurs du changement » a permis de financer 7 campagnes, et 5 campagnes de plaidoyer ont abouti à une modification des politiques/lois ou à d'autres avancées en matière de droits de la personne.

Contribution de la CPS à la réalisation des objectifs de développement durable

En 2021, la CPS a continué de jouer un rôle essentiel dans la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) en Océanie, en travaillant avec ses pays membres à l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la préparation des rapports correspondants. La CPS a réaffirmé dans son Plan de transition 2021 qu'elle était déterminée à poursuivre les efforts déployés pour atteindre les ODD. Ses axes prioritaires ont par ailleurs été définis à la lumière d'une analyse des plans et priorités des membres, d'évaluations de la situation liée à la COVID-19, du mandat, des capacités et des engagements régionaux de la CPS et des ODD.

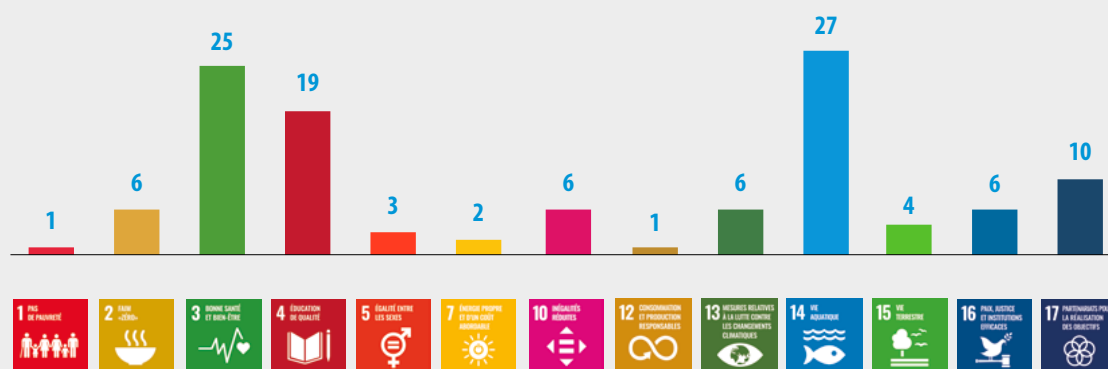
À Vanuatu, les résultats obtenus ont principalement contribué à 13 des 17 ODD, et pour l'essentiel aux ODD suivants :

ODD 14 : Vie aquatique

ODD 3 : Bonne santé et bien-être

ODD 4 : Éducation de qualité

Graphique 3 : Nombre de résultats obtenus par ODD principal (n=116)



Sommaire

Zooms sur les réalisations :

Chaque année, dans son Rapport de résultats, la Communauté du Pacifique met en évidence des résultats obtenus en collaboration avec ses États et Territoires membres et ses partenaires du développement dans des zooms sur les réalisations. Le présent document reprend les zooms relatifs à Vanuatu, issus du Rapport de résultats 2021 de la CPS.

Zoom	Intitulé	Alignement sur les priorités du Plan de développement national durable de Vanuatu	Page
1	Réunion pour la résilience dans le Pacifique 2021	But 3 du pilier environnemental : Résilience face au changement climatique et aux catastrophes	4
2	Améliorer l'accès à des données et informations crédibles et pertinentes sur la COVID-19	But 3 du pilier social : Des soins de santé de qualité	5
3	Les technologies de l'information et de la communication améliorent la formation paravétérinaire dans le Pacifique	But 1 du pilier environnemental : Sécurité alimentaire et nutritionnelle	6
4	Garantir le tracé des zones maritimes des pays du Pacifique face au changement climatique	But 2 du pilier environnemental : Croissance économique bleue-verte – Une économie qui favorise une croissance et un développement durables grâce à des industries à faible impact et des technologies modernes pour garantir le bien-être des générations à venir.	7

Zoom sur les réalisations



Réunion pour la résilience dans le Pacifique 2021

Contexte

La deuxième Réunion pour la résilience dans le Pacifique, qui s'est tenue du 6 au 8 juillet 2021, a été organisée autour du thème : « Notre peuple, notre périple : bâtir la résilience de l'intérieur en Océanie ». Cette réunion a mis l'accent sur le renforcement de la résilience, qui se construit de l'intérieur – avec nos populations, nos habitations et nos communautés. Elle a également souligné que les peuples du Pacifique avaient acquis une forme de résilience de par leurs cultures et leurs traditions, tout en s'ouvrant aux possibilités et aux enjeux nouveaux et modernes qui s'offraient à eux.

Ce rendez-vous biennal a largement contribué au renforcement de la coordination régionale en matière de résilience face au changement climatique et aux catastrophes dans le cadre d'une instance multipartite, le but étant d'appuyer la mise en œuvre concrète du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (CDRP).

Organisée à l'initiative du Pacifique, cette réunion a offert un espace d'échanges et une source d'inspiration aux acteurs de la résilience à tous les niveaux, dans l'ensemble du Pacifique bleu. Elle a participé au partage d'informations et de connaissances, à l'apprentissage et à l'amélioration des données d'expérience en vue de bâtir un avenir résilient.

Processus de changement

La réunion de cette année, présidée par la CPS, a été coordonnée et soutenue par une multitude de partenaires représentant divers groupes de parties prenantes, ce qui a permis d'illustrer de façon pratique les principes du CDRP.

En raison de la pandémie de COVID-19, il a fallu organiser la réunion sur une plateforme virtuelle, qui a accueilli 26 séances de travail, réunissant quelque 150 intervenants, 19 espaces virtuels et plus de 1 500 participants distants sur quatre jours. De nombreux outils ont été mis à disposition des participants pour favoriser les interactions : fil de discussion, échange de cartes de visite, tables rondes, enquêtes et sondages ; 10 plateformes nationales ont également été créées et ont permis de diffuser la réunion auprès de 200 personnes.

L'augmentation du nombre de participants a montré de manière convaincante que ce modèle devrait être intégré aux prochaines réunions, même après la pandémie.



Résultats et impact

La plateforme virtuelle a favorisé la participation d'un public bien plus large – 1 700 participants en 2021 contre 350 en 2019. Deux des objectifs de la réunion – mobiliser le public et créer des liens entre les communautés de pratique – étaient particulièrement à propos, puisque



Enseignements tirés

L'organisation de la réunion en mode virtuel a certes exigé plus de préparation et de formation, mais cela a eu pour effet d'en accroître la portée.

Une meilleure compréhension du rôle du secteur privé permettra de renforcer encore la participation.

Division : GEM

Bailleurs de fonds : UE et DFAT

Zoom sur les réalisations



Améliorer l'accès à des données et informations crédibles et pertinentes sur la COVID-19

Contexte

En période de pandémie de COVID-19, l'accès à des données et informations crédibles et pertinentes s'est révélé crucial pour les populations du Pacifique et leurs administrations publiques, qui ont ainsi pu suivre la progression rapide de la situation dans la région, ainsi que ses conséquences sanitaires et socioéconomiques.

Depuis le début de la pandémie, la Division santé publique (PHD) surveille de près la situation mondiale et régionale grâce à son [système de renseignements épidémiologiques](#). Au fil de la pandémie, on a assisté à une augmentation spectaculaire de la demande en données et informations sur la morbidité et la mortalité associées à la COVID-19 ainsi que sur la vaccination, émanant des professionnels de la santé, des pouvoirs publics, des décideurs au sein des organisations membres du CORP, des ambassades et du grand public. Pour répondre à cette demande, PHD a rassemblé davantage de données et publié des rapports étoffés en un temps record, sans accroître ses moyens humains.

Processus de changement

L'équipe de PHD a immédiatement étendu son système de renseignements épidémiologiques au suivi en temps réel de la COVID-19. Auparavant, les données et informations sur les maladies à potentiel épidémique étaient recueillies auprès de diverses sources formelles et informelles, telles que les rapports officiels publiés en ligne par les pouvoirs publics et les ministères des pays du Pacifique ou encore les communiqués de presse. Depuis la pandémie, les pays insulaires océaniques partagent aussi leurs données et communiquent sur la COVID-19 par le biais des réseaux sociaux. Les données et informations tirées de ces sources sont vérifiées auprès des autorités compétentes au niveau national pour en garantir l'exactitude. L'analyse et l'interprétation des données et informations sur la morbidité, la mortalité et la vaccination ont aussi été renforcées pour mieux épauler les pays dans leur travail d'évaluation.

Dans le souci de rationaliser ces activités supplémentaires et de veiller à ce que les données et informations soient aisément et rapidement accessibles, PHD a collaboré étroitement avec la Division statistique pour le développement (SDD) à l'alimentation de la page Web de la CPS consacrée au [point d'information sur la COVID-19](#).

Résultats et impact

Ce tableau de bord, mis à jour deux fois par semaine, comprend une carte interactive affichant des données et informations sur la COVID-19 par pays, ainsi qu'un tableau et des graphiques qui sont générés directement à partir de la base de données PDH.stat, hébergée sur la Plateforme de données océaniques. C'est la page d'actualité la plus visitée du site de la CPS depuis 2020, et les données sur la vaccination contre la COVID-19, qui sont progressivement ajoutées depuis le début des campagnes de vaccination dans les pays océaniques, constituent le flux de données le plus suivi sur la Plateforme de données océaniques.

Selon les résultats d'une enquête menée en novembre 2021 sur l'utilité du système de renseignements épidémiologiques de la CPS, 94 % des professionnels de la santé du Pacifique ayant répondu estiment que les rapports publiés contiennent des informations pertinentes et conformes à leurs attentes. Les répondants ont également été invités à formuler des idées et propositions pour améliorer les rapports, et ces contributions seront prises en considération.

Enseignements tirés

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la pertinence et la solidité du système de renseignements épidémiologiques de la CPS, qui permet de détecter et de suivre les menaces émergentes en matière de santé publique.

La Plateforme de données océaniques et le recours à des technologies innovantes, telles que la base de données PDH.stat, ont joué un rôle déterminant dans la mise en place d'un tableau de bord proposant des supports visuels interactifs, qui a facilité la diffusion rapide des données et informations à un public varié. Cette réalisation a été rendue possible grâce à la collaboration interne entre les divisions PHD et SDD, qui continueront à travailler main dans la main pour fournir des services d'information de pointe aux pouvoirs publics, aux professionnels de la santé et aux populations du Pacifique sur la COVID-19 et d'autres maladies émergentes.

Divisions : PHD et SDD

Bailleurs de fonds : AFD, UE, MFAT et DFAT



Les technologies de l'information et de la communication améliorent la formation paravétérinaire dans le Pacifique

Il est admis de longue date que les maladies des animaux d'élevage constituent à la fois un obstacle majeur à la production animale et une grave menace pour la santé publique dans la région du Pacifique. Pour remédier à ces problèmes, la région doit constituer d'urgence un vivier d'agents paravétérinaires et de spécialistes de la santé animale capables de répondre aux besoins des agriculteurs des zones rurales et d'assurer des services de contrôle zoosanitaire et d'hygiène des produits carnés.

La propagation récente de la COVID-19 a été l'occasion de recourir à l'agriculture numérique et à la formation en ligne pour améliorer davantage l'accès aux connaissances et conseils techniques dans les secteurs de l'élevage de la région.

Désireuse de saisir cette occasion, la CPS a noué un partenariat avec Prime Consultancy International (Nouvelle-Zélande) afin de concevoir un système pilote de formation en ligne, fondé sur les technologies de l'information les plus récentes et destiné aux prestataires de services paravétérinaires du Pacifique.

En octobre 2021, la Division ressources terrestres a déployé sa formation à la sécurité sanitaire des aliments et à l'hygiène des produits carnés sur la plateforme en ligne Moodle de la CPS. La formation englobe des activités d'apprentissage, des travaux pratiques sur le terrain associés à l'utilisation de vidéos pédagogiques, et des évaluations en ligne. Inspiré du programme de formation paravétérinaire de 14 semaines créé par la Division, le système pilote a été mis à l'essai aux Fidji et à Vanuatu.

La présentation des contenus à 52 participants a montré que la formation en ligne pouvait non seulement constituer un outil de formation précieux, mais qu'elle permettait également d'améliorer l'accès aux connaissances et conseils techniques.

Par leur présence, les participants ont contribué à l'amélioration future de la sécurité sanitaire des aliments, des conseils sur la santé animale et de l'appui aux agriculteurs dans le Pacifique. Leurs retours d'expérience seront intégrés aux recommandations que Prime présentera à la CPS en vue de la conception d'un programme complet de formation paravétérinaire en ligne, qui sera complété par un accompagnement en présentiel et à distance assuré et coordonné par des tuteurs.

La formation a mis en lumière que les problèmes de connexion des apprenants dans l'espace virtuel de formation resteront un frein dans la région et qu'il conviendra de s'y attaquer en priorité. En outre, pour assurer l'efficacité des cours, il est indispensable d'adapter les contenus afin de les rendre plus dynamiques et interactifs dans un contexte d'apprentissage en ligne. Le recours à une palette diversifiée de supports, dont des images et vidéos réalisées dans le Pacifique, permettra aux apprenants de s'identifier plus aisément aux enseignements.



Les agents paravétérinaires jouent un rôle important dans de nombreux pays océaniques qui comptent peu de vétérinaires ou qui n'en comptent aucun.

Zoom sur les réalisations



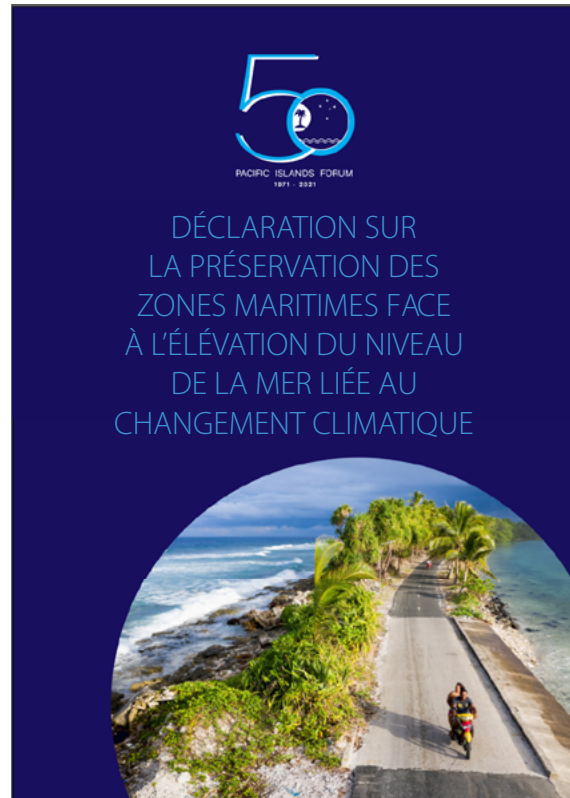
Garantir le tracé des zones maritimes des pays du Pacifique face au changement climatique

Contexte

Les dirigeants océaniques se montrent depuis longtemps inquiets face aux répercussions du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer sur l'intégrité juridique de leurs zones maritimes. Des eaux territoriales aux zones économiques exclusives (ZEE), les zones maritimes déterminent où s'appliquent les droits souverains et les responsabilités des États côtiers conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), adoptée en 1982.

Le Cadre du projet Pacific Oceanscape (2010) recommande aux pays de fixer leurs lignes de base et leurs limites maritimes pour éviter tout rétrécissement de leur juridiction nationale, grignotée par la montée des eaux.

Depuis 2001, la CPS coordonne le travail du Consortium régional de délimitation maritime afin d'aider les pays à cartographier, à négocier et à déclarer leurs zones maritimes. En plus de ces 20 ans de collaboration, la CPS et les partenaires du Consortium ont contribué à la déclaration de 19 limites communes dans la région. Il reste à fixer 13 limites communes et 5 limites en haute mer, et 11 traités de délimitation de frontières communes doivent faire l'objet de mesures diplomatiques supplémentaires avant de pouvoir être mis en application.



Processus de changement

En 2012, la CPS a facilité la signature de sept traités de délimitation entre pays limitrophes au Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique (FIP), ce qui a permis de mettre en lumière au plus haut niveau politique l'importance de fixer les limites de toutes les zones maritimes restant à déclarer dans la région. Depuis lors, la CPS fait régulièrement rapport aux dirigeants du Forum des progrès accomplis en matière de délimitation et s'emploie à sensibiliser les principaux décideurs à ce sujet. Depuis 2019, la CPS remet chaque année un rapport régional d'avancement au Commissaire régional à la gouvernance de l'océan et au Comité des représentants officiels des pays membres du Forum (FOC).

En 2018, la Commission du droit international a fait paraître un document de réflexion, dans lequel elle appelait à un examen mondial de la convention UNCLOS en tenant compte du changement climatique, de

l'élévation du niveau de la mer, du statut des pays et des déplacements de population.

Estimant qu'il était important d'assurer un rôle de chef de file sur ce dossier, l'équipe de la CPS chargée des frontières maritimes a collaboré étroitement avec le Secrétariat général du FIP afin de concevoir et d'organiser une conférence virtuelle sur les solutions juridiques à envisager pour protéger les zones maritimes, qui s'est tenue en septembre 2020. Dans la foulée, un sous-comité spécialisé du FOC sur l'élévation du niveau de la mer et le droit international a été créé. La CPS a poursuivi ses échanges avec le Secrétariat général du FIP afin de mettre au point le programme de travail du sous-comité et de s'assurer que les rôles soient répartis dans une logique de complémentarité au sein du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP).

Le sous-comité s'est réuni deux fois par mois pendant une période de sept mois pour rédiger et négocier le texte de la déclaration présentée pour approbation en juin 2021 au FOC et aux dirigeants du Forum.

Résultats et impact

Le 6 août 2021, le FIP a publié la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique.

Cette déclaration, première du genre au niveau mondial, conforte le régionalisme dans le Pacifique. Elle a été présentée à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et est entrée officiellement en vigueur à la COP26. Selon les cercles universitaires et les spécialistes du droit, il s'agit d'une déclaration historique, et l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) en a repris des éléments clés dans son discours au public.

Dès l'adoption de la Déclaration, la CPS a organisé un atelier dans le cadre du Projet résilience des limites

maritimes dans le Pacifique bleu, où elle a exposé les mesures concrètes que les pays peuvent prendre pour harmoniser leurs lois nationales et les limites qu'ils déclarent avec le texte de cet instrument.

La CPS a accueilli en novembre 2021 le tout premier Dialogue de haut niveau sur les limites maritimes, auquel ont assisté plus de 190 participants (dont environ 70 étaient des femmes). Parmi eux figuraient des représentants de 20 États et Territoires insulaires océaniques et nombre des délégations présentes se sont engagées à ériger au rang de priorité le tracé des zones maritimes non déclarées.

Enseignements tirés

- Le développement progressif d'une communauté de pratique réunissant les correspondants des pays membres a favorisé l'appropriation du processus au niveau national, la création d'un lien de confiance avec la CPS et la mise en place d'un environnement de travail collégial. Cela a également permis de définir une vision et des pratiques communes autour du partage de données, ce qui a accéléré le tracé de certaines limites communes. Aujourd'hui, aucune limite ne fait l'objet d'un différend entre des États du Pacifique.
- La tenue régulière de réunions informelles entre les partenaires du consortium a contribué à bâtir un climat de confiance et à renforcer la coordination entre les organisations membres du CORP, ce qui a permis aux partenaires de se concentrer sur des objectifs communs et sur l'amélioration des effets obtenus au profit des membres.
- L'effort de collaboration engagé avec les correspondants nationaux pour créer des messages de plaidoyer a permis de renforcer la compréhension de questions centrales au niveau politique, de stimuler l'engagement et d'alimenter le texte de la Déclaration.
- Grâce à la coordination assurée dans la durée par la CPS, même parfois en l'absence de financements projet, l'attention a pu être maintenue, de même que l'engagement des membres et l'avancement des travaux.
- Le maintien des équipes au sein des pays océaniques et de la CPS au fil des ans a ouvert la voie à une croissance et à un engagement suivis, tout en renforçant la mémoire institutionnelle et en appuyant la communauté de pratique.

Division :	GEM
Bailleur de fonds :	DFAT

[Vidéo de la Déclaration ici](#)



[Vidéo de la CPS sur la protection des zones maritimes de la région dans l'intérêt des générations à venir ici](#)



Tableaux des résultats 2021 – Vanuatu

L'ensemble des résultats 2021 sont disponibles dans l'[explorateur de résultats](#), où il est possible d'effectuer des recherches et de filtrer les résultats par axe prioritaire, objectif de développement de la CPS, contribution à l'ODD principal, division de la CPS et pays.

Systèmes durables et action climatique			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Le manuel sur le rhinocéros du cocotier a été finalisé. La promotion du manuel et les formations connexes se sont poursuivies dans les pays mélanésiens ciblés (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu) ainsi qu'à Tuvalu et aux Îles Cook. 3 techniciens et 3 chercheurs titulaires d'un doctorat ainsi que 9 agents (3 hommes et 6 femmes) de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également été formés aux techniques de test biologique, et 500 exemplaires du manuel sur le rhinocéros du cocotier ont été imprimés et sont prêts à être distribués aux parties prenantes partenaires. Les autres avancées suivantes ont été réalisées concernant le rhinocéros du cocotier : • Un comité a été établi. • Une alerte a été créée. • Un plan de communication pour le projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie (PARC) a été mis au point. • Un cadre de suivi-évaluation et d'apprentissage (SEA) a été élaboré pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du projet PARC. • Une base de données, alimentée à l'aide de l'outil KoBo Toolbox, a été mise au point (Fidji, Îles Salomon). Des cours de remise à niveau sur l'utilisation de cet outil ont été assurés au profit de l'équipe de protection des végétaux du ministère fidjien de l'Agriculture.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
La CPS supervise les efforts régionaux de collaboration, de surveillance et de sensibilisation menés dans les pays ciblés en matière de rhinocéros du cocotier. Un soutien technique a été apporté à Vanuatu et aux Îles Salomon pour la mise en œuvre de mesures de surveillance et de confinement du rhinocéros du cocotier, ainsi que de mesures de lutte contre cet organisme nuisible. 30 cartons de pièges à mouches des fruits et chenilles légionnaires (phéromones) ont notamment été achetés et distribués aux Îles Salomon, ainsi que 60 appâts destinés à la chenille légionnaire d'automne à Vanuatu à des fins de suivi et en tant que système d'alerte précoce.	Îles Salomon, Vanuatu, région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
8 pays insulaires océaniques ont soumis des rapports au système de suivi du Cadre de Sendai et ont désormais accès à leurs données post-catastrophe.	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	

Systèmes durables et action climatique			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Des données indiquent une sensibilisation et une participation accrues dans les domaines de la résilience aux catastrophes et de la résilience des communautés dans 4 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Nauru, Tonga, Vanuatu) : • Des enfants de Nauru ont présenté des idées créatives pour valoriser l'eau (http://ccprojects.gsd.spc.int/4879-2/) (SUPA Plus). • Des personnes âgées de Tongatapu (Tonga) ont partagé leur savoir traditionnel sur le rôle joué par les mangroves dans la protection contre les inondations (http://ccprojects.gsd.spc.int/4527-2/) (SUPA Plus). • Des villageois ont participé à l'initiative « 30 millions d'arbres en 15 ans » (30MT15Y) aux Fidji, en plantant des arbres et en faisant la promotion d'une gestion durable des forêts (https://www.pacific-r2r.org/news/tamanitoakula-benefits-tree-planting-initiative) (Programme « de la montagne au récif »). • Des villageois ont planté des arbres dans le cadre des efforts déployés pour remettre en état le bassin versant de la Tagabe à Vanuatu (Programme « de la montagne au récif »).	Fidji, Nauru, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
Dans le cadre du programme relatif aux CDN, un financement a été approuvé pour 22 activités en 2021. Un financement a été confirmé pour 8 de ces activités, avec un appui direct de la CPS dans 6 États et Territoires insulaires océaniques : • Vanuatu : examen et actualisation de la politique de lutte contre le changement climatique et de réduction des risques de catastrophe ; • États fédérés de Micronésie : fourniture et installation de climatiseurs solaires dans 7 bâtiments publics ; • Nauru (2 projets) : agriculture climato-intelligente et plan-cadre sur l'eau et l'assainissement ; • Niue (2 projets) : élaboration d'une stratégie nationale de communication sur le changement climatique ; formation de membres du personnel et de partenaires de l'agence de protection de l'environnement de Niue au concept de changement climatique, aux contributions déterminées au niveau national (CDN) et à la procédure de mesure, notification et vérification ; • Tonga : production de supports de sensibilisation ; et • Palau : réglementations relatives à l'efficacité énergétique.	Pays ACP (14 pays océaniques et Timor-Leste), États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Tonga, Vanuatu	Changement de comportements	
3 492 participants (46 % de femmes et 54 % d'hommes) ont profité de plus de 50 activités de renforcement des capacités dans le domaine de la modélisation des aléas naturels : télédétection par laser (LiDAR), évaluation des besoins post-catastrophe, systèmes de gestion des incidents, gestion des centres d'opérations d'urgence, Programme « de la montagne au récif », gestion des zones côtières, changement climatique, différents aspects de la gestion des ressources en eau, nutrition et agriculture résiliente, engagement communautaire, savoirs traditionnels et compétences en communication dans le contexte du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe. Les participants étaient venus de 16 États et Territoires insulaires océaniques ainsi que des États-Unis d'Amérique, d'Australie, du Bhoutan, du Mexique, de Nouvelle-Zélande, du Sri Lanka, de Suisse et du Timor-Leste.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Systèmes durables et action climatique

Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Au moins 6 initiatives, notamment destinées aux jeunes, aux femmes, aux détenteurs des savoirs traditionnels et à d'autres groupes clés, ont été menées dans le cadre du Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés (DCRP) pour favoriser le leadership, l'influence ou la participation citoyenne et institutionnelle. En voici quelques exemples : • Des interventions visant à faire face aux risques climatiques et de catastrophe sur le terrain ont ciblé des femmes et des groupes vulnérables dans 10 États et Territoires insulaires océaniques (Projet de généralisation des actions d'adaptation climatique dans le Pacifique entreprises au titre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique – AMCC+SUPA). • Une formation sur la mobilisation inclusive des populations locales en faveur de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale (EGIS) (sous la forme d'un atelier) a été mise au point pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. • La participation citoyenne à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de gestion des bassins versants et de remise en état des zones côtières a été appuyée (Programme « de la montagne au récif »). • Ensemble face à l'adversité : la Stratégie en faveur de l'égalité de genre dans la gestion des catastrophes en Océanie a été diffusée auprès des membres de l'Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA) et mise en avant ; la participation des femmes aux activités des projets de la PIEMA a été encouragée. • Des jeunes ont participé aux célébrations de la Journée mondiale de l'hygiène des mains et de la Journée mondiale des toilettes sur l'île de Kiritimati (phase II du projet sur l'eau et l'assainissement à Kiritimati). • La Réunion pour la résilience dans le Pacifique a été précédée d'un Forum des jeunes, qui a rassemblé 700 jeunes venus de toute la région (Partenariat pour la résilience dans le Pacifique [PRP]).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Les services météorologiques et hydrologiques nationaux de 7 États et Territoires insulaires océaniques ont continué de produire des bulletins prospectifs mensuels sur l'océan. Les informations relatives à l'océan ont été intégrées dans le bulletin climatique mensuel pour la région, ainsi que dans les prévisions du Forum régional sur l'évolution probable du climat dans le Pacifique.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Tonga, Vanuatu	Impact	
Un financement du Royaume-Uni a été obtenu en vue d'aider 4 pays à faire progresser leurs demandes d'extension de plateau continental.	Fidji, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Changement de comportements	
Il a été constaté que 8 États et Territoires insulaires océaniques devaient édicter, actualiser ou compléter les coordonnées géographiques de leurs zones maritimes dans leur législation nationale.	Fidji, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
289 participants venus de toute la région ont participé à la formation sur la télédétection par laser (LiDAR) et l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA). 100 % des participants ont indiqué avoir acquis des connaissances.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	

Systèmes durables et action climatique			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
En 2021, 30 164 ha de bassins versants avaient fait l'objet de plans (versions provisoires et définitives), dont 2 256 ha ayant fait l'objet de véritables mesures de protection. Ces plans et mesures de protection permettront aux populations de bénéficier d'une eau non polluée et propre à la consommation. Superficies des bassins versants protégés et gérés : - 500 ha (Fidji) ; - 200 ha (États fédérés de Micronésie) ; - 200 ha (Niue) ; - 4 000 ha (Samoa) ; - 575 ha (Îles Salomon) ; - 90 ha (Tonga) ; - 6 628 ha (Vanuatu) ; et - 600 ha (Îles Cook).	Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Niue, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Un soutien a continué d'être apporté en vue de renforcer les connaissances scientifiques requises pour gérer les risques associés au changement climatique, aux aléas naturels et à la gestion des ressources en eau et des zones côtières. Au moins 40 modèles/ études/évaluations techniques ont été mis en œuvre dans 16 États et Territoires insulaires océaniques. Ont notamment été effectués : des évaluations bathymétriques, hydrologiques, géologiques, biologiques et écologiques, des évaluations des infrastructures et des réseaux, une modélisation des aléas, des évaluations des besoins en moyens humains, des analyses des enseignements tirés et des examens de projets.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Ressources naturelles et biodiversité			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Des centres de semences ont été créés aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu, et un centre de semences à pollinisation libre a été mis en place au Samoa. Un centre de transformation des semences a également été construit et mis en service pour la station de recherche de Sigatoka.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Samoa, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
6 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont identifié des correspondants pour l'initiative « Des semences pour la vie » au terme d'une série de consultations et d'une évaluation des besoins en formation avec l'appui de la CPS.	Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Les pays océaniques ont été dûment informés des questions communes touchant à l'océan Pacifique en amont de la COP26. Le bureau de l'océan de Vanuatu a accueilli 4 stagiaires du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS), qui ont contribué à ses travaux de planification de l'espace maritime.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Vanuatu	Impact	

Ressources naturelles et biodiversité			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Le bureau de l'océan de Vanuatu a renforcé ses moyens institutionnels afin d'aller à la rencontre des populations locales dans le cadre de consultations et d'avancer dans ses travaux de planification de l'espace maritime, son recensement des savoirs traditionnels et son analyse de textes juridiques.	Vanuatu	Impact	
15 États et Territoires insulaires océaniques ont progressé dans le renforcement de leurs politiques et lois nationales relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture. 7 États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Palau, Polynésie française, Tonga) ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration de leurs législations sur les pêches côtières et l'aquaculture, ce qui a débouché sur la préparation de projets de lois et sur des avancées dans le cadre de l'élaboration de 2 lois (examen du projet sur la bonne gestion des pêcheries côtières, 2021). - Nauru, le Samoa, les Samoa américaines et Vanuatu ont bénéficié d'un soutien pour la rédaction de leurs lois relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture, et les Fidji, les États fédérés de Micronésie, Niue et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont reçu un appui pour leur travail de cadrage. Les parties prenantes ont pris conscience de l'importance de disposer de nouvelles lois en la matière pour faciliter la prise de décision et la mise en œuvre des plans de gestion au niveau local.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
Les informations tirées de la cartographie des savoirs traditionnels liés à la gestion de l'océan, de l'analyse de textes juridiques et de la cartographie des utilisations de la zone économique exclusive (ZEE) à Vanuatu ont été utilisées lors de consultations nationales et provinciales sur la planification de l'espace maritime et la délimitation d'aires marines protégées et d'autres zones soumises à restrictions.	Vanuatu	Changement de pratiques	
7 États et Territoires insulaires océaniques utilisent désormais l'application OnShore pour les activités d'échantillonnage au port et/ou d'échantillonnage biologique. 681 échantillonnages au port (prélèvement de près de 160 000 échantillons de poisson) ont été réalisés à l'aide de l'application en 2021, soit une hausse d'environ 17 % de l'utilisation de l'application par rapport à 2020.	Fidji, États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
12 États et Territoires insulaires océaniques ont progressé dans la mise en œuvre de leurs lois/politiques relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture. Il s'agissait notamment de faire appliquer les politiques et les lois grâce à l'élaboration de manuels et de guides visant à promouvoir le respect des réglementations et d'organiser des activités de formation en matière de suivi, de contrôle et de surveillance.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
Le Gouvernement de Vanuatu a poursuivi la mise en œuvre de sa politique nationale de l'océan avec le soutien actif du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) : personnel mis à la disposition du bureau de l'océan pour des missions de courte durée, avancement des travaux de recensement des savoirs traditionnels, analyse de textes juridiques, communication, et cartographie des utilisations de la zone économique exclusive (ZEE) et planification de l'espace maritime.	Vanuatu	Changement de pratiques	

Ressources naturelles et biodiversité

Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
De nouvelles données issues d'un prototype de bouée houlographe installé sur un dispositif de concentration de poissons (DCP) ont été utilisées par Météo France en Nouvelle-Calédonie. La cartographie des savoirs traditionnels liés à la gestion de l'océan, l'analyse de textes juridiques et la cartographie des utilisations de la zone économique exclusive (ZEE) à Vanuatu ont été utilisées lors de consultations nationales et provinciales sur la planification de l'espace maritime et la délimitation d'aires marines protégées et d'autres zones soumises à restrictions.	Nouvelle-Calédonie, Vanuatu	Changement de pratiques	
Kiribati, Pitcairn, les Tonga et Vanuatu ont bénéficié d'un appui pour la mise en œuvre et la mise en application de leurs réglementations relatives aux pêches côtières et à l'aquaculture. Il s'agissait notamment d'élaborer des manuels et des guides en vue de promouvoir le respect des réglementations et d'organiser des activités de formation en matière de suivi, de contrôle et de surveillance.	Kiribati, Pitcairn, Tonga, Vanuatu	Changement de comportements	
5 jeunes stagiaires (3 femmes et 2 hommes) ont perfectionné leurs connaissances et leurs compétences sur divers aspects en rapport avec l'océan, dont les savoirs traditionnels liés à l'océan, la planification de l'espace maritime, l'analyse de textes juridiques, la communication, le leadership et la création de réseaux.	Fidji, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Le nombre de ressources disponibles et utilisées dans la bibliothèque numérique de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins (FAME) a augmenté. 589 documents ont été ajoutés à la bibliothèque et 428 292 téléchargements ont été effectués, contre 399 documents versés et 3 003 474 téléchargements en 2020. 9 États et Territoires insulaires océaniques ont continué d'utiliser des systèmes élaborés par la CPS dans les domaines suivants : évaluation de la qualité de l'eau (Îles Cook), aquaculture du bémier (Polynésie française), capture et exportation des holothuries (Polynésie française), données tirées des enquêtes sur les prises débarquées (Kiribati, Vanuatu, Wallis et Futuna), données socio-économiques (Fidji), données tirées des enquêtes sur les marchés (Fidji, Nouvelle-Calédonie, Tonga), exportation des poissons d'aquariophilie ou des coraux (Kiribati, Îles Marshall), données d'inventaire des stocks d'holothuries (Fidji, Îles Salomon), suivi, contrôle et surveillance (Tonga).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Évolution des connaissances	
En 2021, un soutien a été apporté : • aux Îles Salomon pour l'élaboration d'un plan de gestion des holothuries destiné à Pelau et d'une stratégie nationale de conformité réglementaire dans le domaine des pêches, en collaboration avec l'Agence des pêches du Forum (FFA) ; • à Nauru en matière de réglementation des pêches côtières ; • aux États fédérés de Micronésie (Yap) en matière de législation relative à l'aquaculture ; et • à Vanuatu pour la rédaction, la correction et la mise en page avant publication de sa stratégie nationale de gestion et de développement de l'aquaculture.	États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Vanuatu	Produit	

Ressources naturelles et biodiversité

Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Le renforcement des capacités nationales de collecte de données sur l'aquaculture a bénéficié d'un appui continu : • Les Îles Cook, la Nouvelle-Calédonie, Tuvalu et Vanuatu ont bénéficié d'une assistance technique à la conception et à la mise en œuvre technique d'écloseries de mariculture. • Une étude de faisabilité a été réalisée à Wallis et Futuna en collaboration avec l'équipe du projet PROTEGE afin de mettre en lumière les éventuels débouchés en matière d'aquaculture. • Des chargés de l'aquaculture aux Fidji et aux Îles Salomon ont suivi une formation par courriel et par visioconférence (Zoom) sur la construction et la modernisation des installations hébergeant les stocks reproducteurs de tilapias. • La Nouvelle-Calédonie a bénéficié d'une assistance technique axée sur l'élevage et la production en écloseries de bécitiers, ainsi que sur les huîtres de palétuvier. • Le Projet océanique de recherche agroalimentaire pour le développement (PARDI), financé par le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), a bénéficié de conseils techniques en matière de planification et de conception de projets, en vue de la réalisation d'une étude de marché sur le tilapia réalisée dans la division occidentale des Fidji afin de comprendre la chaîne commerciale de ce produit aux Fidji.	Fidji, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
8 États et Territoires insulaires océaniques ont continué à bénéficier d'un soutien pour la collecte de données sur les pêches et de données biologiques. Les Fidji et les Îles Salomon ont recueilli des données sur l'état des invertébrés. Les Fidji, Kiribati, la Nouvelle-Calédonie, Samoa, les Tonga, Vanuatu et Wallis et Futuna ont procédé à la collecte de données sur les poissons et les invertébrés dans le cadre d'enquêtes sur les marchés ou d'enquêtes aux points de débarquement. Une campagne d'échantillonnage biologique (poissons, holothuries et langoustes) a été menée en Nouvelle-Calédonie afin d'évaluer la taille à maturité des espèces.	Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
Une note d'orientation et une publication sur les droits de la personne et les questions liées au genre dans les secteurs des pêches côtières et de l'aquaculture ont été élaborées, avec une analyse des législations aux Fidji, à Kiribati, aux Îles Salomon, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu (Graham et D'Andrea 2021). Le rapport tient compte des conclusions d'un atelier virtuel organisé en 2020 en collaboration avec le Programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (PEUMP), au cours duquel les représentants des pays ont pu discuter des principales conclusions du rapport en cours d'élaboration.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Tonga, Vanuatu	Produit	
8 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une assistance technique afin d'améliorer les analyses nationales axées sur les ressources halieutiques côtières : • Des analyses réalisées à l'échelon national sur l'état des populations d'invertébrés (holothuries) ont été effectuées aux Fidji et aux Îles Salomon. • Les Fidji et les Îles Salomon ont bénéficié d'une formation en vue de la réalisation d'inventaires et d'analyses sur les populations d'invertébrés (crabe de cocotier, holothuries). • 7 pays océaniques (Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Samoa, Tonga, Vanuatu et Wallis et Futuna) ont bénéficié d'une formation et d'un soutien pour la collecte de données sur des espèces d'invertébrés et de poissons au moyen d'enquêtes sur les marchés ou sur les débarquements.	Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	

Ressources naturelles et biodiversité			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Le programme de gestion intégrée de l'océan du Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (PCCOS) a été lancé, une demande de financement a été soumise à l'Union européenne, et les activités ont démarré à Vanuatu avec l'apport d'un soutien pour la planification de l'espace maritime, l'analyse de textes juridiques, le recensement des savoirs traditionnels en rapport avec l'océan et la communication.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Vanuatu	Produit	
3 États et Territoires insulaires océaniques ont participé au quatrième atelier virtuel régional de formation des formateurs sur le respect de la réglementation relative aux pêches côtières et à l'aquaculture, organisé par l'intermédiaire de l'Université du Pacifique Sud. Des ateliers de suivi, contrôle et surveillance ont été organisés : à Kiribati (15 femmes et 14 hommes), à Pitcairn (7 participants) et dans 6 provinces de Vanuatu.	Kiribati, Pitcairn, Vanuatu	Produit	
À Vanuatu, une formation s'est poursuivie au Centre technique et de recherche agronomique de Vanuatu sur la propagation, la plantation et la maintenance en vue de promouvoir une agriculture résiliente.	Vanuatu	Produit	

Systèmes alimentaires			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
3 États et Territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Tonga, Vanuatu) ont montré qu'ils continuaient d'œuvrer au renforcement de leurs plans et mécanismes nationaux relatifs aux maladies non transmissibles (MNT). Les Tonga ont poursuivi la mise en œuvre de leur comité de lutte contre les MNT, un plan de lutte contre les MNT a été élaboré aux Îles Cook, et un comité de lutte contre les MNT a été créé à Vanuatu.	Îles Cook, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
5 États et Territoires insulaires océaniques (États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga et Vanuatu) ont fourni des données attestant qu'ils avaient poursuivi la mise en œuvre de leurs plans nationaux de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT), en collaboration avec les parties prenantes.	États fédérés de Micronésie, Nauru, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
5 États et Territoires insulaires océaniques se sont appuyés sur les tableaux de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) (MANA) afin de suivre leurs progrès au regard de leurs objectifs en matière de MNT. 9 projets de recherche opérationnelle sur les MNT ont été menés dans la région, et les États et Territoires insulaires océaniques se sont engagés à donner suite aux recommandations et aux conclusions formulées.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
Des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes de 6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien afin de poursuivre la mise en œuvre de leurs activités relatives aux maladies non transmissibles (MNT) et à l'obésité infantile. Il s'agissait notamment de renforcer les associations de lutte contre le diabète à Tuvalu et aux Îles Marshall, de soutenir le travail de lutte contre les MNT mené par les groupes de jeunes à Vanuatu et aux Tonga, et de renforcer l'engagement des parties prenantes au Samoa et à Wallis et Futuna.	Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de comportements	

Systèmes alimentaires			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de l'élaboration de leurs politiques relatives aux maladies non transmissibles (MNT) : le Samoa (politique alimentaire et nutritionnelle nationale, politique de la fondation pour la promotion de la santé) ; Îles Marshall (réglementation sur la commercialisation des produits alimentaires néfastes pour la santé, taxe sur les boissons sucrées) ; Îles Salomon (taxe sur les boissons sucrées, application de sa politique en matière de MNT) ; Guam (taxe sur les boissons sucrées, politique sur l'eau potable dans les écoles) ; Îles Mariannes du Nord (taxe sur les boissons sucrées) ; Vanuatu (politique commerciale et alimentaire).	Guam, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu	Produit	
Des supports de promotion de la santé ont été produits et distribués dans 10 États et Territoires insulaires océaniques afin de soutenir les initiatives nationales de promotion d'un mode de vie sain. Citons par exemple : • des ressources de lutte contre l'obésité infantile ; • des ressources de promotion de la santé au Samoa ; • un dossier d'information sur le diabète aux Tonga, à Niue et à Kiribati ; • des ressources nutritionnelles pour une alimentation saine ; et • des clips vidéo sur l'activité physique diffusés à l'échelon régional.	Îles Cook, Fidji, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna, Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Produit	
Un appui a continué d'être apporté pour renforcer des initiatives collaboratives dans le domaine des maladies non transmissibles (MNT) aux niveaux national (13 initiatives dans 11 États et Territoires insulaires océaniques) et régional (7 initiatives).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Équité, éducation et développement social			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Vanuatu a finalisé son projet de politique semencière et validé sa stratégie en matière de systèmes semenciers, garantissant aux femmes et aux jeunes une participation inclusive et sensible aux questions de genre dans l'agriculture.	Vanuatu	Produit	
Le référentiel des politiques régionales en matière d'éducation (banque de politiques) a été finalisé, et les consultations avec les correspondants nationaux et le Conseil australien de recherche pédagogique se poursuivent en vue de la création d'un guide d'élaboration de politiques.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
L'appui aux efforts de collecte de données sur l'éducation de l'UNESCO a été renforcé. 15 États et Territoires insulaires océaniques ont transmis leurs données à l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). 15 pays océaniques ont reçu les questionnaires de l'ISU pour examen avant soumission à l'ISU, un record pour la région.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de comportements	

Équité, éducation et développement social			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
3 États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Tuvalu, Vanuatu) ont mis à niveau leurs plateformes d'apprentissage Moodle, qui met des ressources à disposition des enseignants et des élèves.	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation sur les indicateurs relatifs à l'éducation, l'analyse des données et l'établissement de rapports.	Îles Cook, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tokelau, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Des organisations dans 5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation sur l'assurance qualité interne (dans le secteur de l'éducation).	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
La CPS a analysé les données de l'essai cognitif de l'édition 2020 de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA) en préparation de l'évaluation principale de la PILNA.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Le Rapport 2020 sur l'éducation dans le Pacifique a été publié et présenté au Conseil océanien de la qualité de l'enseignement (PBEQ) et à la Conférence des ministres de l'Éducation des pays membres du Forum en 2021.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
15 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA 2021), en consultation avec les ministères de l'Éducation.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
471 participants (276 femmes et 195 hommes) de 15 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation au codage, qui portait notamment sur la supervision des codeurs et la saisie des données.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
48 participants (29 femmes et 19 hommes) de 15 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à un atelier consacré au cadre régional océanien de compétences des enseignants.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Équité, éducation et développement social			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
5 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à une remise à niveau d'une demi-journée des examinateurs et des surveillants du South Pacific Form Seven Certificate (SPFSC) et des examens nationaux. Un examen blanc a également été organisé dans le cadre de cette formation.	Kiribati, Nauru, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
5 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à une formation régionale sur la validation des acquis de l'expérience, destinée aux autorités nationales chargées des qualifications.	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu	Produit	
Un établissement universitaire régional (Programme régional de formation technique et continue de l'Université du Pacifique Sud [USP]) a été habilité à délivrer 2 micro-qualifications régionales, et l'Université nationale des Fidji (FNU) a déposé 10 demandes de validation de micro-qualifications.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, interne (CPS)	Produit	
15 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à l'atelier régional sur l'évaluation de la qualité des données, axé sur la déclaration et la diffusion des données.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Le travail s'est poursuivi en ce qui concerne la gestion et le suivi du Système d'accréditation régionale du Pacifique (PRAS) et du Registre océanique des qualifications et des normes (PRQS), comprenant le soutien apporté à la Division géosciences, énergie et services maritimes (GEM) en vue de l'élaboration et de l'examen de 6 qualifications axées sur la résilience.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Des documents explicatifs sur le processus et les exigences de l'élaboration et de l'accréditation de formations brèves en tant que micro-qualifications ont été communiqués au Samoa et à Vanuatu pour information et adoption.	Samoa, Vanuatu	Produit	
15 diplômes étrangers donnant accès aux études supérieures dans le Pacifique ont été accrédités.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Vanuatu, par l'intermédiaire de son ministère de l'Éducation et de la Formation, a terminé son audit des compétences des enseignants et rédigé le rapport y afférent.	Vanuatu	Produit	

Équité, éducation et développement social			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Poursuite des engagements en faveur du renforcement des capacités nationales dans le secteur de l'éducation. 4 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une aide au renforcement des capacités afin de consolider leur programme national d'enseignement, par l'intermédiaire d'une formation à la rédaction de supports didactiques.	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Dans 5 États et Territoires insulaires océaniques, on constate un engagement du pouvoir judiciaire en faveur de la mise en œuvre de lois/politiques nationales en matière de violences domestiques et de protection de la famille : • États fédérés de Micronésie : registres des affaires de violence domestique ; • Îles Salomon : les juges agréés de Malaita ont rejoint le réseau d'orientation SAFENET ; • Tonga : décision de justice sur le viol et formation du ministère de la Justice sur la coordination des traités des Nations Unies ; • Vanuatu : priorité accordée aux affaires de violence domestique ; et • Tuvalu : avocats en poste dans les îles périphériques.	États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Impact	
Tous les pays océaniques sont dotés de services de protection de la famille et d'assistance en cas de violence domestique destinés aux survivant-e-s. En 2020, la CPS a soutenu ces services dans 6 États et Territoires insulaires océaniques.	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tuvalu, Tonga, Vanuatu	Impact	
Une analyse des questions relatives au genre et aux droits de la personne a été réalisée dans les secteurs des pêches côtières et de l'aquaculture : une analyse comparative de la législation des Fidji, de Kiribati, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu ainsi qu'une note d'orientation ont été finalisées et publiées début 2021.	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
5 États et Territoires insulaires océaniques ont entrepris un examen législatif des instruments relatifs aux droits de la personne, et un examen des comités législatifs.	Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Impact	
7 États et Territoires insulaires océaniques disposent de mécanismes nationaux de coordination en matière de droits de la personne.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
7 États et Territoires insulaires océaniques sont en bonne voie en ce qui concerne leurs rapports prévus par l'Examen périodique universel (EPU) et les principaux traités sur les droits de la personne.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	

Équité, éducation et développement social			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Les Fidji, le Samoa et Tuvalu ont chacun mis en place leur propre institution nationale de défense des droits de la personne, tandis que Kiribati et les États fédérés de Micronésie ont finalisé leurs rapports exploratoires.	Kiribati, États fédérés de Micronésie, Samoa, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Environ 91 % des fonctionnaires de Kiribati, Tuvalu et Vanuatu ont suivi une formation sur les normes relatives aux droits de la personne et ont bénéficié d'une assistance technique en la matière ainsi que sur les règles de bonne gouvernance.	Kiribati, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
536 fonctionnaires (185 femmes, 301 hommes et 50 personnes n'ayant pas souhaité indiquer leur genre) de 6 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une formation sur les droits de la personne/la bonne gouvernance.	Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
221 participants (7 femmes et 214 hommes) de 7 États et Territoires insulaires océaniques ont été formés dans le cadre du Programme océanique d'observation des pêcheries.	Fidji, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Samoa, Tonga, Vanuatu	Produit	
4 États et Territoires insulaires océaniques soutiennent la mise en œuvre de leurs lois et de leurs politiques relatives aux droits de la personne, à l'égalité de genre et à l'élimination des violences faites aux femmes en élaborant des outils et des mécanismes destinés aux écoles : déploiement de manuels d'éducation à la citoyenneté sociale et d'une liste de contrôle dans les écoles de Kiribati, 21 formations assurées pour 138 femmes et 165 hommes aux Îles Marshall, 7 formations relatives au manuel stratégique et aux programmes d'éducation à la citoyenneté sociale ; 5 visites d'établissements d'éducation à la citoyenneté sociale effectuées avec les participants (15 femmes et 6 hommes) ; appui et aide à la promotion de l'éducation à la citoyenneté sociale dans 3 écoles sur 12 (66 femmes et 68 hommes) ; et 3 formations assurées dans le cadre d'associations d'éducation à la citoyenneté sociale (27 femmes et 43 hommes). Tuvalu : élaboration d'un guide de l'enseignant ; 5 programmes de sensibilisation et de promotion (participants : 147 femmes et 71 hommes) ; Vanuatu : examen des ressources d'éducation civique destinées au Bureau électoral de Vanuatu (VEO) – manuel de l'enseignant et cahier de l'élève ; 2 ateliers sur l'éducation à la vie familiale ; formation avancée des formateurs extrascolaires et forum de co-construction organisé à Shéfa en faveur de l'éducation secondaire à Vanuatu (participants : 25 femmes et 27 hommes) ; exercices de simulation et remise à niveau en matière d'éducation à la citoyenneté sociale (participants : 78 femmes et 52 hommes).	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu	Impact	
La phase III du projet « Les Océaniques, acteurs du changement » a débuté en juillet 2021, avec le financement de 37 campagnes : Îles Marshall (4), États fédérés de Micronésie (5), Tonga (4), Îles Salomon (17), Vanuatu (7). Au 30 juillet 2021, 34 organisations de la société civile (OSC) avaient soumis avec succès les rapports descriptifs du projet, et les 3 autres rapports étaient en cours. 26 campagnes de sensibilisation ont abouti à une modification des politiques/lois ou à d'autres avancées en matière de droits de la personne : Îles Marshall (2), États fédérés de Micronésie (3), Tonga (4), Îles Salomon (12), Vanuatu (5).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga, Îles Salomon, Vanuatu	Impact	
Dans 3 États et Territoires insulaires océaniques (Tonga, Îles Marshall et Vanuatu), on constate un renforcement de la défense des personnes LGBTQI par la société civile.	Îles Marshall, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	

Équité, éducation et développement social			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Des avancées ont été observées dans le cadre de 41 campagnes de la société civile concernant la modification de politiques et de lois ou les questions de droits de la personne. Un soutien a été apporté dans 6 États et Territoires insulaires océaniques : Îles Salomon (17) ; États fédérés de Micronésie (12) ; Tonga (4) ; Tuvalu (4) ; Vanuatu (2) ; Îles Marshall (1).	Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tonga, Tuvalu, Îles Salomon, Vanuatu	Produit	
53 organisations de la société civile (OSC) dans 7 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien pour mener des campagnes et plaider en faveur d'une modification des politiques et des lois ou d'autres avancées en matière de droits de la personne.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Un appui a continué d'être fourni à 4 États et Territoires insulaires océaniques pour les activités d'information qu'ils mènent au sein des communautés dans les domaines des droits de la personne et de l'égalité de genre : • Kiribati : efforts d'information concernant les concepts d'éducation à la citoyenneté sociale ; • Tuvalu : efforts d'information concernant les droits de la personne, l'éducation à la citoyenneté sociale et l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles ; recrutement d'animateurs de proximité pour former et sensibiliser les communautés de Funafuti et de Vaitupu aux droits de la personne, à l'égalité de genre, à l'inclusion sociale et à l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles ; • Vanuatu : remise à niveau de 6 enseignants et directeurs d'écoles pilotes dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté sociale et exercices de simulation portant sur le programme de formation des enseignants mené avec le personnel en charge de l'élaboration des programmes d'enseignement ; et • Îles Marshall : 16 agents de santé et travailleurs sociaux (16 femmes et 4 hommes) ont suivi la formation des animateurs communautaires organisée à l'occasion de la Journée des droits de la personne et 3 formations ont été assurées dans le cadre des groupes d'éducation à la citoyenneté sociale.	Kiribati, Îles Marshall, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Les Tonga et Vanuatu ont participé à des formations sur l'efficacité énergétique : • Un atelier pour le renforcement des compétences locales en matière de mini-réseaux d'énergie renouvelable grâce au partenariat Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE)-Tonga-Alliance solaire internationale (ISA)-Institut National de l'Énergie Solaire (INES) a été organisé en réponse à la demande croissante de fourniture d'électricité fiable, sûre et rentable, 24 heures sur 24, dans les communautés rurales et reculées des Tonga. • 19 personnes ont participé à une formation visant à pallier la pénurie de techniciens possédant les compétences nécessaires pour concevoir, installer, exploiter et dépanner des systèmes d'énergie renouvelable ruraux et hors réseau à Vanuatu.	Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Le Forum d'investissement dans l'énergie durable de Vanuatu, organisé conjointement avec le ministère de l'Énergie de Vanuatu, s'est tenu en septembre. Les concepteurs des projets et les investisseurs se sont rencontrés et ont discuté des projets prioritaires pour atteindre les objectifs de la Feuille de route nationale sur l'énergie de Vanuatu (NERM).	Vanuatu	Évolution des connaissances	

Moyens d'existence et économies du Pacifique bleu			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
4 États et Territoires insulaires océaniques ont mis en œuvre et fait appliquer une réglementation sur l'aquaculture. Il s'agissait notamment d'élaborer des manuels et des guides en vue de promouvoir le respect de la réglementation et d'organiser des activités de formation en matière de suivi, de contrôle et de surveillance.	Kiribati, Pitcairn, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
2 exploitants de navires (le Tiwi Trader de Vanuatu et le Lady Samoa III du Samoa) et 3 autorités portuaires (Fidji, Kiribati, Îles Salomon) ont réduit les émissions de gaz à effet de serre (GES).	Fidji, Kiribati, Samoa, Vanuatu	Impact	
Le Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs (PIDSS) a été mis en œuvre dans 11 pays, et on estime à 162 le nombre de navires nationaux. Sur ces 162 navires, 74 au total adoptent actuellement un système de gestion de la sécurité ; 24 avaient approuvé un plan de sécurité d'exploitation et 50 disposaient d'un tel plan à l'état de projet.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Un soutien a continué d'être apporté pour le renforcement des capacités et des systèmes nationaux, afin d'assurer des services de sécurité de la navigation conformes aux instruments maritimes internationaux, y compris : • octroi de fonds à Kiribati et aux Îles Salomon pour l'installation d'aides à la navigation conformément aux recommandations de l'outil simplifié d'évaluation des risques (SIRA) de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) ; octroi de fonds aux Tonga et aux Îles Salomon pour la réalisation d'évaluations des risques au moyen l'outil SIRA ; • élaboration et présentation d'un webinaire régional sur les renseignements de base sur la sécurité maritime (RSM) ; et • rédaction et distribution d'un guide de maintenance des aides à la navigation conforme aux directives de niveau II de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) destiné aux États et Territoires insulaires océaniques et présenté dans le monde entier par l'intermédiaire de l'AISM.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques)	Changement de pratiques	
14 États et Territoires insulaires océaniques étaient à jour de leurs rapports annuels à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en ce qui concerne les maladies aquatiques. Les résultats du dépistage et de la surveillance ciblée des maladies à déclaration obligatoire répertoriées par l'OIE et présentant un intérêt pour les produits ciblés de la région se sont avérés très utiles pour améliorer la connaissance de l'état de santé des espèces aquatiques dans certains États et Territoires insulaires océaniques, et ont aidé ces pays à établir leurs rapports nationaux et leurs déclarations (internationales) à l'OIE. Les travaux du Projet de développement d'une aquaculture océanique durable (PacAqua) en matière de biosécurité, les activités de sensibilisation en particulier, ont été évalués très favorablement (notamment par les parties prenantes du Samoa). 5 États et Territoires insulaires océaniques (Fidji, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Vanuatu) disposent d'un système de surveillance national et effectuent désormais une surveillance régulière des sites répertoriés pour leur importance biologique (examen du projet PacAqua, 2021).	Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu	Changement de pratiques	
5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un soutien juridique à distance afin d'améliorer leurs lois nationales sur la sécurité des navires.	Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Vanuatu	Produit	

Santé du Pacifique bleu (santé de la planète)			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
La CPS a fourni un appui pour la création de laboratoires de culture tissulaire à Vanuatu, des équipements ont été achetés au Samoa, un centre de ressources génétiques du cocotier a été créé et développé à Kiribati et un autre centre de ressources génétiques a été mis en place aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et au Samoa.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu	Produit	
5 États et Territoires insulaires océaniques sont désormais en mesure d'utiliser des souches témoins de l'American Type Culture Collection (ATCC) pour contrôler la qualité des tests de sensibilité et d'autres actes de microbiologie. Ils appliquent également des procédures d'identification et de surveillance des organismes multirésistants.	Niue, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
7 membres du personnel infirmier des Fidji et de Vanuatu ayant suivi avec succès la formation aux soins critiques ont indiqué avoir ainsi amélioré leurs compétences en soins infirmiers et leur pratique, et avoir gagné en confiance dans leur prise de décision.	Fidji, Vanuatu	Changement de pratiques	
89 % des États et Territoires insulaires océaniques (9 sur 10) ayant fait face à des flambées épidémiques ont diffusé leurs rapports à ce sujet dans le domaine public, sur PacNet ou par l'intermédiaire du point de contact du Réseau océanique de surveillance de la santé publique (ROSSP).	Îles Cook, Fidji, Guam, Îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Les tests effectués avant et après la formation sur les systèmes de gestion de la qualité au laboratoire ont mis en évidence une amélioration des connaissances chez 100 % des participants (venus de 4 États et Territoires insulaires océaniques).	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Les scientifiques de laboratoire ayant participé à une formation en ligne du Peter Doherty Institute ont été jugés aptes à effectuer des tests RT-PCR de dépistage de la COVID-19.	Kiribati, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Les membres du personnel de laboratoires de 9 États et Territoires insulaires océaniques ont acquis des connaissances et des compétences et obtenu la certification de l'Association internationale du transport aérien (IATA) leur permettant d'assurer des formations certifiantes en vue de l'expédition de matières infectieuses.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
La qualité des laboratoires médicaux a été évaluée dans 4 États et Territoires insulaires océaniques, qui sont désormais plus au fait de l'état de ces laboratoires ainsi que de leurs défaillances critiques et des mesures à prendre pour y remédier.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Vanuatu	Évolution des connaissances	
14 États et Territoires insulaires océaniques ont reçu des équipements et des fournitures pour leurs unités de soins intensifs.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Santé du Pacifique bleu (santé de la planète)			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
17 appareils GeneXpert ont été achetés et expédiés à 14 États et Territoires insulaires océaniques. Des versions à 16 modules ont été fournies à la Nouvelle-Calédonie et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée.	Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
23 agents de santé aux Tonga et à Vanuatu ont participé à une formation sur la lutte anti-infectieuse (12 femmes aux Tonga, 5 femmes et 6 hommes à Vanuatu).	Tonga, Vanuatu	Produit	
4 États et Territoires insulaires océaniques supplémentaires disposent désormais des capacités nécessaires pour procéder à des audits qualité des soins périopératoires.	Fidji, Kiribati, Îles Salomon, Vanuatu	Produit	
5 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui pour l'installation, le dépannage et la réparation de leurs équipements biomédicaux (équipements réparés : plus de 10 aux Fidji, 2 à Kiribati, 2 à Tuvalu, 1 à Vanuatu et le dépannage d'un ventilateur ZOLL à Nauru).	Fidji, Kiribati, Nauru, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Toutes les demandes d'appui dans le domaine de la communication sur les risques et de l'engagement communautaire (CREC) ont été satisfaites, une assistance technique ayant été fournie aux pays suivants : • Fidji, pour la campagne de vaccination et la production d'affiches et d'une vidéo sur le lavage des mains en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ; • Tokelau, pour l'examen des fiches d'information sur la vaccination contre la COVID-19 ; • États fédérés de Micronésie, pour un challenge TikTok ; • Vanuatu, pour la campagne de vaccination contre la COVID-19 et la création de panneaux d'affichage dans ce contexte ; et • Tonga, pour la formation et l'élaboration d'une stratégie/d'un plan de communication sur la COVID-19 et les maladies non transmissibles (MNT).	Fidji, États fédérés de Micronésie, Tokelau, Tonga, Vanuatu	Produit	
Des appareils Biorad CFX96 ont été achetés et expédiés à 4 États et Territoires insulaires océaniques.	Îles Cook, Kiribati, Samoa, Vanuatu	Produit	
Des consommables et des équipements pour les laboratoires de dépistage RT-PCR ont été achetés et expédiés à 4 États et Territoires insulaires océaniques.	Îles Cook, Kiribati, Samoa, Vanuatu	Produit	

Santé du Pacifique bleu (santé de la planète)			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
Des ordinateurs portables ont été mis à la disposition de laboratoires médicaux dans 13 États et Territoires insulaires océaniques pour faciliter l'assurance qualité et le suivi du dépistage de la COVID-19 et d'autres activités des laboratoires.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Niue, Palau, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Produit	
Des locaux/conteneurs ont été rapidement réaménagés pour pouvoir accueillir le dépistage RT-PCR au niveau des pays.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Samoa, Vanuatu	Produit	

Efficacité institutionnelle transformatrice			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
28 participants de 5 États et Territoires insulaires océaniques ont participé à l'atelier virtuel régional sur le suivi de la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD).	Kiribati, Îles Marshall, Palau, Îles Salomon, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Les organismes de la statistique des pays océaniques ont adopté une méthodologie d'enquête normalisée, qui fait appel aux nouvelles technologies et consiste à recueillir des données au moyen d'un système d'enquêtes en face à face assistées par informatique (CAPI), offrant ainsi des possibilités d'automatisation. L'adoption de ce système a également donné lieu à la création d'une plateforme de gestion des données et d'un tableau de bord pour le contrôle de la qualité des recensements et des enquêtes sur le terrain. En novembre 2021, la Division statistique pour le développement (SDD) a mis en place un tableau de bord sur mesure pour le suivi en ligne du recensement de la population et des logements aux Îles Marshall à l'aide du langage de programmation R et de l'infrastructure logicielle Shiny.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
Des analyses de la sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires ont été effectuées, et des profils de sécurité alimentaire ont été établis pour 5 États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Îles Marshall, Samoa, Tonga et Vanuatu). 7 États et Territoires insulaires océaniques (Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) disposent désormais de profils de sécurité alimentaire établis avec le soutien de la CPS à partir des données recueillies depuis 2019 dans le cadre des enquêtes sur les revenus et dépenses des ménages menées dans ces pays. La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est poursuivie dans le cadre du Programme de coopération technique (PCT) (ODD 2.1).	Kiribati, Îles Marshall, Samoa, Tonga, Vanuatu	Évolution des connaissances	
Les systèmes d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil de 20 États et Territoires insulaires océaniques disposent à présent d'un profil, et sont documentés, centralisés et publiés pour la première fois sur le site Web de la Division statistique pour le développement. Des directives sur la mise en œuvre des systèmes numériques d'enregistrement des faits et statistiques d'état civil ont été élaborées et publiées.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	

Efficacité institutionnelle transformatrice			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
4 États et Territoires insulaires océaniques ont procédé à une enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) et à un recensement de la population et des logements : l'analyse et la documentation de l'ERDM 2019 ont été effectuées pour Kiribati, les Îles Marshall et Vanuatu, et Kiribati, Nauru et Vanuatu ont terminé leur recensement de la population et des logements pour l'année 2020.	Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Vanuatu	Changement de pratiques	
7 États et Territoires insulaires océaniques ont adopté les méthodes de recensement et d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) (analyse, anonymisation et documentation) dans le cadre de leurs efforts de collecte de données à l'échelon national. Ces méthodes ont notamment été utilisées pour l'édition 2019 de l'enquête sur la population active aux Îles Cook, à Kiribati et aux Îles Marshall, pour la deuxième vague d'enquêtes téléphoniques à haute fréquence en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour les rapports et les fiches d'information sur la consommation alimentaire publiés dans le cadre de l'édition 2013 de l'ERDM aux Îles Salomon, pour l'ERDM menée à Kiribati, aux Îles Marshall et à Vanuatu, ainsi que pour les fiches d'information relatives au mini-recensement de 2019 et les fiches d'information de référence sur la situation socioéconomique pré-COVID-19 à Nauru.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu	Changement de pratiques	
Sur les 15 pays visés, 8 ont continué de mettre en œuvre leur stratégie nationale de développement de la statistique. La stratégie de Vanuatu a été élaborée avec l'assistance technique et le soutien financier de la CPS et de Paris21.	Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de pratiques	
10 États et Territoires insulaires océaniques ont continué de collecter des données nationales avec l'aide de la CPS, à savoir : • rapports d'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) pour Kiribati, les Îles Marshall et Wallis et Futuna (recensements sur le terrain aux Îles Marshall et aux Tonga) ; • cycles 1, 2 et 3 d'enquêtes d'évaluation rapide et recensement agricole 2021 aux Îles Cook ; • suivi sur le terrain pour l'ERDM 2021 et enquête pauvreté aux Tonga ; • agrégation des données et échantillonnage pour l'ERDM 2019 à Vanuatu ; et • échantillonnage, visites de terrain et préparation du budget pour l'ERDM 2021 à Tuvalu et aux États fédérés de Micronésie.	Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Niue, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna	Changement de pratiques	
Les partenariats avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se sont poursuivis en vue de renforcer tous les maillons de la chaîne de valeur statistique, notamment l'analyse et la diffusion ; Kiribati a bénéficié d'un appui pour la réalisation d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples (UNICEF et UNFPA) ; Kiribati, les Îles Marshall et Vanuatu ont bénéficié d'un appui pour leur enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (ERDM) (FAO) ; et plusieurs États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui dans les domaines de la planification (États fédérés de Micronésie, Nauru), de la conception (Samoa) et de la publication des résultats (Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu).	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Changement de comportements	
16 participants des services de la santé et de la statistique dans 4 États et Territoires insulaires océaniques ont été formés à l'analyse de données et à la rédaction de rapports pour les registres et statistiques d'état civil.	Îles Marshall, Palau, Samoa, Vanuatu	Évolution des connaissances	

Efficacité institutionnelle transformatrice			
Informations relatives au résultat	États et Territoires insulaires océaniques bénéficiant du résultat	Type de résultat	Contribution à l'ODD principal
16 États et Territoires insulaires océaniques ont terminé leur premier rapport d'examen national volontaire (ENV)/rapport sur les objectifs de développement durable (ODD) depuis 2018. 11 États et Territoires insulaires océaniques avaient présenté leur ENV avant la fin de l'année. Sur ces pays, 9 ont bénéficié d'un appui direct de la CPS pour leur ENV (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu) et 5 ont bénéficié d'un appui général pour les ODD jusqu'en 2021 (Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Tokelau), notamment pour les rapports, la mise en œuvre et l'alignement.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu	Évolution des connaissances	
13 États et Territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un appui pour l'examen et la publication de leurs rapports relatifs aux statistiques sur le commerce international de marchandises.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	
Une assistance technique a été apportée à des pays océaniques, notamment à la Polynésie française pour la publication de son premier rapport national sur les objectifs de développement durable (ODD) et à Tuvalu pour son plan de travail et les consultations nationales menées dans le cadre de son examen national volontaire (ENV), ainsi que pour l'évaluation des données océaniques relatives à l'ODD 16. Des réunions sur la définition d'indicateurs axés sur les priorités des pays ont été tenues à l'échelon des pays avec les services nationaux de la statistique et les responsables de la planification de Kiribati, des États fédérés de Micronésie, de Nauru, du Samoa, des Tonga et de Tuvalu.	Région (tous les États et Territoires insulaires océaniques), Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	Produit	

Pour obtenir des exemplaires du présent document, veuillez consulter le centre de documentation en ligne de la CPS ou vous adresser à l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPL) de la CPS à l'adresse spl@spc.int. Vous pouvez également adresser à l'équipe SPL vos éventuelles observations au sujet de ce rapport.

© Pacific Community (SPC) 2022

Communauté du Pacifique B.P. D5 – 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie | +687 26 20 00 | spc@spc.int | www.spc.int